



## ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE

2024.123 T

### STATIONNEMENT INTERDIT

#### LE MAIRE

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2211.1 et suivants,

**VU** le Code de la Route, notamment les articles R417-10§ II 10, § IV et R411-25 al 3,

**VU** l'arrêté du 24 Novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

**Considérant** qu'il convient d'interdire le Stationnement pour permettre exceptionnellement le passage du Bus de la Cantine ( Route F-Mitterrand interdite pour la Fête Foraine).

**Considérant** qu'il convient donc de prendre des mesures pour éviter tout accident

### ARRÊTE

**ART 1 :** Le Stationnement sera considéré comme gênant devant le n° 2 Rue des Pinsons, et le n° 19 Rue des Canaris, le Jeudi 23 Mai, Vendredi 24 Mai, Lundi 27 Mai, et Mardi 28 Mai 2024 de 11h à 13h30.

**ART 2 :** Des panneaux réglementaires matérialisant l'interdiction seront posés par les Services Techniques de la ville avec l'arrêté Municipal en vigueur 48h auparavant. (ainsi que des barrières).

**ART 3 :** Les contrevenants au présent arrêté s'exposent aux sanctions prévues par la loi. Les véhicules pourront être mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

**ART 4 :** M. Le Commissaire de Police de Béthune, M. Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Béthune, La Police Nationale d'Auchy les Mines, Le Service ASVP, M. Le Directeur Général des Services, M. Le Conseiller délégué à la Sécurité, Le Responsable des Services Techniques sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à BILLY-BERCLAU, le 23 Mai 2024  
Pour le Maire et par délégation



Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de sa notification et de sa réception par les services du contrôle de légalité. Le tribunal administratif de Lille, rue Jacquemars Giélé peut être saisi par l'application informatique «télérecours citoyen» accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).